

Le sénateur Simard: Une solution de rechange, une solution officielle.

Le sénateur Gigantès: Il nous reste encore deux ans avant les élections.

Le sénateur Stanbury: Deux années terribles.

Le sénateur Gigantès: Deux années terribles. Nous ne connaissons pas les circonstances ni l'ampleur de la catastrophe; je suis néanmoins disposé à vous donner une solution de rechange et je suis prêt à parier ma chemise que les principaux éléments que je vais vous proposer se retrouveront dans le programme politique du Parti libéral au cours de la prochaine campagne électorale au Canada dans deux ans, si vous n'avez pas détruit le pays d'ici là.

Le sénateur Stanbury: Ils l'ont déjà détruit.

Le sénateur Gigantès: S'ils ne le détruisent pas complètement et une fois pour toutes et si les Québécois n'ont pas claqué la porte en désespoir de cause devant l'incompétence des gens d'en face. Voilà un facteur fondamental. Ils semblent aimer M. Mulroney, mais ils voient le pays se désagréger. Ils constatent les terribles abus de politique et un manque désolant d'intelligence.

Quel est donc le but de la réforme fiscale? Elle devrait être équitable. Elle devrait permettre de percevoir des deniers publics. Nous devrions mettre un terme au déficit, si possible, et nous devrions aussi réduire la dette en pourcentage du produit intérieur brut dès que possible. Nous devrions donc faire augmenter le produit intérieur brut plus rapidement.

La première chose que je peux vous dire c'est que le Parti libéral abolira cette taxe sur les produits et services quand il prendra le pouvoir. Vous voulez une politique? Je vous promets ceci. C'est sans équivoque.

La prochaine priorité du Parti libéral, après s'être emparé du pouvoir, consistera à se diriger vers une politique de plein emploi. Chaque chômeur au Canada coûte à la société exactement le même montant qu'il coûtait à son employeur quand il travaillait. Quand les chômeurs travaillaient et recevaient 15 640 \$ par année en moyenne—ce sont les chiffres de 1989—ils produisaient pour 15 640 \$ de produits et de services. C'est ce que cela signifie. On vous paie pour ce que vous produisez et ces 15 640 \$ de produits et de services s'ajoutent au produit intérieur brut—autrement dit, en plus de l'assiette fiscale qui n'existe pas maintenant. Ce que nous faisons actuellement, c'est payer tous ces chômeurs le même montant qu'ils recevaient quand ils travaillaient, et en plus nous les payons à ne rien faire.

Nos premières mesures viseront le plein emploi. Si vous voulez savoir exactement comment nous procéderons, lisez mon livre. Si vous ne voulez pas le lire, je vous l'enregistrerai et je vous donnerai la bande. Vous prétendez, bien sûr, que c'est un mauvais livre. Vous n'en savez rien. Vous ne l'avez même pas regardé. Je ferai une exception pour vous, sénateur Simard. Les auteurs n'aiment pas donner des exemplaires de leurs ouvrages. Les éditeurs n'aiment pas que nous donnions des exemplaires de nos ouvrages, mais j'irai dans une librairie et j'achèterai un exemplaire de mon livre—au plein prix, afin que mon éditeur ne se plaigne pas—et je vous en ferai cadeau.

Le sénateur Simard: Voulez-vous ruiner mes vacances, mon congé de Noël? Attendez en janvier, après que la TPS aura été adoptée, et nous y réfléchissons peut-être.

Le sénateur Gigantès: Nous abolirons donc la TPS et nous instaurerons une politique de plein emploi. Cette politique de plein emploi accroîtra suffisamment les recettes de l'État pour que nous nous sortions du déficit. Voilà les deux piliers de la politique économique du prochain gouvernement libéral.

● (1130)

L'honorable Paul David: Puis-je vous demander, sénateur Gigantès, comment vous comptez arriver au plein emploi? Quelle est votre politique? Allez-vous faire travailler tout le monde dans des chantiers de construction aux frais de l'État? Qui paiera la note et comment arriverez-vous au plein emploi?

Le sénateur Gigantès: Vous êtes tous vraiment incroyables. Vous nous dites que nous n'avons aucune solution de rechange à offrir, rien à proposer. Je prends la peine de mettre mes cordes vocales en péril et de vous lire en détail la manière exacte de mettre en œuvre une politique de plein emploi. Je vous ai dit que mes propositions ont été étudiées par le Conseil économique du Canada et par Informetrica, deux organismes spécialisés réputés. Le Conseil économique du Canada est financé par l'État et dirigé par Judith Maxwell, qui a été nommée par M. Mulroney. Dans son dernier rapport, elle adoptait ma thèse fondamentale, soit que nous ne pouvons nous débarrasser du déficit et donc finir par nous débarrasser de la dette sans politique de plein emploi. Elle a adopté mon principal argument de comparaison, soit que les pays qui poursuivent une politique de plein emploi arrivent mieux à réduire le déficit parce qu'ils réduisent le chômage et donc la dette. C'est un long argument exposé dans un ouvrage de 200 pages. Il ne me reste plus que 30 minutes. Je ne peux pas lire le livre en entier.

Les sénateurs d'en face nous accusent de ne pas avoir de solution de rechange. Quand je vous en donne une, vous n'écoutez pas. Il s'agit bien sûr d'une manipulation classique des faits. Vous ne voulez pas écouter pour savoir si nous avons une solution de rechange ou pas. En réalité, vous préférez ne pas entendre parler de nos solutions de rechange parce que tout ce que vous voulez c'est jouer aux perroquets, ce qui est efficace pour obtenir de la publicité à bon compte et efficace avec les journalistes surchargés de travail qui n'ont pas le temps de s'informer suffisamment. Nous avons des solutions de rechange. Lisez un peu. Cela ne fait pas de tort. Lire n'est pas mauvais pour vous.

J'explique en détail dans mon livre comment une politique de plein emploi peut être mise en œuvre au Canada tout en rehaussant les compétences de notre population active et en formant notre jeunesse pour que nos jeunes se sortent de leurs emplois actuels et en obtiennent de meilleurs. Lisez-le pour l'amour de Dieu! Si vous ne le lisez pas, ne me dites pas que je ne vous ai pas donné les détails. C'est votre faute.

Le sénateur Simard: Dommage que Trudeau n'ait pas poursuivi ces politiques pendant ses années au pouvoir, quand les taux d'inflation et de chômage dépassaient les 10 pour cent. Est-ce que M. Trudeau connaissait ces politiques? Les a-t-il mises en pratique?

Le sénateur Gigantès: Non, je ne les avais pas encore conçues.